



La route des Mayas

Guatemala / Honduras

du 19/02 au 05/03/2023

De profondes inégalités, héritage de la colonisation

27 avril 2022, par CIDES

Lorsque Pedro de Alvaro, envoyé par Hernan Cortès, débarque en 1523, le territoire est habité par différents peuples Mayas, dont la civilisation a dominé l'Amérique centrale pendant plusieurs siècles, mais connaît alors une période de déclin. Les peuples mayas étant divisés en royaumes rivaux, leur résistance est assez rapidement brisée par les envahisseurs espagnols. Entre les massacres et les épidémies, on estime que la population autochtone serait passée de 300 000 à 70 000 personnes en moins d'un siècle, soit une chute de 75 %. La colonisation se caractérise ensuite par la mise en place d'un système complet de domination économique, politique et culturelle basé sur la discrimination raciale.

Accaparement des terres

Alors que la culture maya reposait sur une gestion communautaire des ressources naturelles et une relation très forte avec la terre (la « terre-mère »), les populations autochtones sont progressivement expropriées des meilleures terres, au profit des haciendas, exploitations agricoles destinées à l'exportation vers l'Espagne, selon le principe du « commerce exclusif » : interdiction de commercer directement avec d'autres pays et interdiction de produire des biens pouvant entrer en concurrence avec ceux produits en Espagne (vin, olives, etc.).



Cultures vivrières

Du fait de l'accaparement des terres, les autochtones sont relégué·es dans des zones escarpées et peu fertiles. Photo C. Gambier. Après avoir été soumis du XV^{ème} au XVII^{ème} siècle au système de l'encomienda, les Autochtones resteront victimes d'enrôlement forcé dans les haciendas ou les mines, de mauvais traitements et du « péonage » (sorte de servage qui attache les ouvriers agricoles à la propriété sur laquelle ils travaillent, par un système d'avances sur gages, qui les endette de génération en génération).

Après l'indépendance du Guatemala en 1821, l'essor économique de la fin du XIX^{ème} siècle ne bénéficie pas aux communautés autochtones, mais renforce leur exclusion ; la culture du café se développe, notamment sous l'influence de planteurs allemands, et les Autochtones sont refoulé·es dans les zones montagneuses à cause de l'accaparement des meilleures terres par les grands propriétaires et les compagnies étrangères, l'absence de titres de propriété, au sens occidental du terme, permettant dans l'histoire une spoliation à grande échelle des terres cultivées traditionnellement de manière communautaire. Au XX^{ème} siècle, la loi sur le vagabondage oblige les Autochtones sans terre à travailler 100 jours par an dans les plantations privées. Entre 1898 et 1944, le Guatemala se retrouve sous l'influence économique et politique des États-Unis via leur entreprise bananière, la United Fruit Company ; si certains « Ladinos » (catégorie signifiant « non autochtone » et se référant généralement aux personnes métisses parlant espagnol et ayant un mode de vie hispanisé) arrivent à s'enrichir et devenir propriétaires terriens, les Autochtones restent exclu·es de cette dynamique. Le recensement de 1950 établit que : 99,1 % des exploitations sont des petites propriétés - microfundias - occupant 14 % des terres, alors que 0,1 % occupe 41 % de la superficie totale recensée. 40 % des exploitations appartiennent à 23 familles, tandis que 250 000 paysan·es n'ont pas de terre.

Cette question cruciale de l'accès à la terre est l'un des points importants du programme du gouvernement issu de la « révolution d'octobre » de 1944. Mais la tentative de réforme agraire initiée en 1952 se heurte à une forte opposition des propriétaires terriens et des compagnies états-uniennes, qui, dans un contexte de guerre froide et de lutte contre le communisme, conduit à l'intervention de la CIA et la prise du pouvoir par une junte militaire. S'ensuivent plusieurs décennies d'un conflit interne armé particulièrement violent, dont la répartition inégale de la terre est l'un des enjeux centraux. Les Autochtones, dont plusieurs ont rejoint ou aidé des mouvements de guérilla, notamment pour faire valoir leurs droits ancestraux sur les terres, seront les principales victimes : politique de la terre brûlée, destruction systématique de villages, expropriations massives entraînant l'exil ou le repli dans les zones les plus montagneuses. Dans son rapport publié en 1999, la Commission d'éclaircissement historique (CEH) établira que 93% des violences du conflit avaient été commises par l'État et les groupes paramilitaires, tandis que 83% des victimes des violences étaient Mayas. La fin de la guerre en 1996 et le retour des exilé·es ne mettent pas fin aux expulsions violentes et aux politiques d'exclusion des paysan·es autochtones, au mépris des droits ancestraux des communautés. L'accaparement des terres a même tendance à s'accroître au XXI^{ème} siècle avec les accords de libre-échange qui facilitent le développement de projets d'extraction des ressources naturelles par des compagnies multinationales : concessions minières, construction de barrages hydroélectriques, plantations de canne à sucre ou de palmier à huile africain. En 2011, 1 % des propriétaires possédait 57 % des terres arables, soit 260 familles contrôlant environ 30 milliards US\$. Ainsi 47 grandes propriétés s'étendaient chacune sur 3 700 hectares ou plus, tandis que 90 % des producteur·ices survivaient sur des lopins de 1 hectare ou moins. Depuis le début des années 2000, de grands projets d'extraction (or, fer, argent, etc.) et de barrages hydroélectriques sont développés, notamment dans les territoires des communautés autochtones, sans égard au droit à la consultation préalable, libre et éclairé des peuples autochtones reconnu par la Convention 169 relative aux droits des peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail ratifiée en 1996 par le Guatemala parmi ses engagements pour la paix. Les compagnies prétendent parfois avoir « informé » la population par un article dans la presse, mais ceci n'est pas suffisant quant aux normes du droit international. Les entreprises de l'agrobusiness accaparent les terres les plus fertiles et poussent les petit·es paysannes à vendre leurs terres, quand elles n'ont pas recours à des expulsions violentes, en leur faisant miroiter un travail et de bons salaires dans les plantations et usines de traitement. Dans les faits, très peu de personnes ont des emplois permanents avec des contrats conformes au droit du travail. Beaucoup sont des « travailleur·ses permanent·es sans contrats », des « travailleur·ses temporaires locaux·les » qui combinent leur travail salarié avec diverses stratégies de survie familiale (exploitation d'un petit lopin de terre) et des « travailleur·ses temporaires venu·es de loin », essentiellement de jeunes Mayas, recruté·es pour un mois par des agents, hébergé·es dans des campements, payé·es en-dessous du minimum légal et ne bénéficiant d'aucune protection sociale. Les femmes, de plus, sont discriminées et payées moins que les hommes pour des tâches similaires. Contrairement aux promesses, le passage d'une agriculture paysanne assurant l'autosuffisance alimentaire à un statut de salarié·e dans une grande exploitation n'améliore pas le niveau de vie et entraîne un allongement et une intensification de la journée de travail, particulièrement pour les femmes (trajet domicile-travail, double journée). Le développement de ces chantiers industriels provoque également de graves problèmes environnementaux (dégradation durable des sols et des ressources en eau), mais aussi sociaux, liés à l'effritement du tissu social dans les communautés, augmentation de l'alcoolisme et du narcotrafic, prostitution.

Racisme et exclusion

Le Guatemala est un pays multiethnique, où la proportion d'Américain·es est l'une des plus fortes d'Amérique latine. Le dernier recensement (2018 [5]) évalue à 44% la population autochtone au pays, alors que plusieurs organisations estiment qu'elle constitue plus de la moitié de la population totale. La population autochtone est répartie en une vingtaine de peuples autochtones, parlant autant de langues, dont les principales sont les K'iche', les Q'eqchi, les Kaqchikel, les Mam et les Xinkas (un peuple distinct de la famille des peuples Mayas situé dans le Sud-Est du Guatemala). Enfin, les Garifunas (né·es d'un métissage entre des esclaves noir·es et des Arawaks, autochtones des Caraïbes) et les Afrodescendants représentent 0,3%, tandis que les Ladin·es forment 56% de la population totale. La place respective de ces divers groupes ethniques reste profondément marquée par l'organisation coloniale qui structurait strictement la société selon les origines de ses composantes : les Espagnol·es né·es en Europe, qui contrôlaient l'administration, les Criollos, né·es en Amérique mais se décrivant comme « descendants directs d'Espagnols » qui possédaient les haciendas, ensuite les métis·es, classé·es selon leur degré de métissage qui étaient artisan·es, paysan·es, petit·es commerçant·es, puis les « Indien·es », corvéables à merci par les propriétaires terriens et, tout en bas de l'échelle, les Garifunas. La Constitution de 1995 proclame pourtant en préambule l'égalité de toutes les citoyen·es. Elle précise que le pays est constitué de divers groupes ethniques, parmi lesquels figurent les peuples d'ascendance maya, garifuna et xinka. D'après « l'Accord sur l'identité et les droits des peuples indigènes », signé à Mexico en 1995, l'État « doit reconnaître, respecter et promouvoir leurs formes de vie, leurs coutumes, leurs traditions, leurs formes d'organisation sociale, l'usage des vêtements traditionnels autochtones pour les hommes et les femmes, leur langue et leur dialecte. Il s'engage à adopter une série de mesures visant à éradiquer l'oppression et la discrimination que subissent ces peuples autochtones ». Ces principes sont repris dans la Constitution, mais il est avéré que les inégalités et discriminations demeurent très fortes, la pauvreté générale affectant surtout la population autochtone et paysanne. Ces inégalités économiques sont liées à la dévalorisation dont sont victimes les Autochtones ; si les impressionnants vestiges architecturaux de la civilisation maya sont largement exploités par le tourisme, les peuples mayas actuels sont toujours discriminés, considérés comme inférieurs et « arriérés », parfois utilisés comme élément folklorique. L'idée implicite d'une supériorité de la culture occidentale reste profondément ancrée dans les mentalités comme héritage colonial permanent. 23 langues sont répertoriées au Guatemala et la Constitution reconnaît notamment le droit à une éducation bilingue dans les régions majoritairement peuplées d'Autochtones. Mais l'espagnol reste la langue officielle et le fait, pour certain·es Autochtones, de ne pas le parler (et surtout de ne pas le lire) est un facteur d'exclusion.

Machisme et patriarcat

Les femmes guatémaltèques subissent de surcroît diverses oppressions et inégalités, dont les racines ne sont pas uniquement liées à l'histoire coloniale, mais qui touchent plus fortement les femmes autochtones. « Nous sommes discriminées d'abord parce que nous sommes pauvres, ensuite parce que nous sommes autochtones et enfin parce que nous sommes femmes », a déclaré Victoria Cumes Jochola, coordinatrice du groupe de défense des droits des femmes Nuestra Voz. Le Guatemala se classait 127^{ème} sur 159 pays, selon l'indice d'inégalité de genre de 2020. Dans le domaine crucial de l'accès à la terre, les femmes sont particulièrement défavorisées. Si le code de la famille accorde des droits égaux aux deux époux, tout en donnant au mari le droit de représentation de la famille, la plupart des couples autochtones vivent sous le régime du droit coutumier où le droit de propriété des femmes est subordonné à celui de leur mari : seules les veuves et mères célibataires peuvent accéder nominalement à la terre lorsqu'elles héritent de leur père ou mari. Mais l'exercice de ce droit est difficile pour les femmes dont les maris ont disparu et dont la mort n'a pas pu être officiellement enregistrée (notamment pendant la guerre civile) ou encore ayant migré à l'extérieur du pays. La répartition des rôles au sein des familles rurales obéit à un schéma patriarcal très traditionnel : aux hommes la prise de décisions et aux femmes les tâches domestiques. Ce schéma est quelque peu bousculé par l'émigration des hommes vers les États-Unis, ce qui amène les femmes à assumer plus de responsabilités et bénéficier d'une certaine reconnaissance en tant qu'agricultrices, mais cette évolution reste très limitée. Et la situation des agriculteur·rices est encore fragilisée par les changements climatiques, qui affectent particulièrement la région : le Guatemala compte parmi les 10 pays les plus affectés par les phénomènes météorologiques extrêmes (d'après Germanwatch, 2015) : un « corridor sec » s'est formé de l'océan Pacifique au nord du Guatemala, depuis le début des années 2000, avec des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire des populations rurales. Les femmes rurales, les plus dépendantes des récoltes pour leur subsistance, sont donc les plus affectées et les plus démunies. Si le nombre de femmes admises à l'Université augmente depuis quelques années pour atteindre 51 % des personnes inscrites, le taux de femmes accédant à des postes de responsabilité est encore limité, et surtout les femmes autochtones et rurales demeurent largement exclues de cette dynamique. Outre le faible niveau de scolarisation, (seules 39 % des femmes autochtones âgées de 15 à 64 ans sont alphabétisées, contre 68 % des hommes autochtones, 77 % des femmes non autochtones et 87 % des hommes non autochtones)¹ les jeunes femmes sont souvent confrontées à des grossesses précoces, ce qui entrave aussi leur accès à la poursuite d'études.

Les taux de natalité et de mortalité maternelle sont parmi les plus élevés d'Amérique centrale, l'accès à la santé étant particulièrement problématique dans les régions rurales, sur fond de sous-financement chronique du système de santé. La pandémie de COVID-19 révèle et aggrave encore les inégalités en matière de santé, en raison de la défaillance de l'État : la prévalence forte du diabète dans les groupes autochtones (25 % de la population autochtone, selon une étude du Penn Center for Global Health) accroît les risques de complications et les conditions de vie favorisent les contaminations (logements surpeuplés, absence d'accès à l'eau potable). Les mesures sanitaires liées à la pandémie de COVID-19 (fermeture des écoles, des transports publics, etc.) ont également pénalisé les plus pauvres, notamment les travailleur-ses du secteur informel (69 % de la main-d'œuvre guatémaltèque) qui ne bénéficient d'aucune protection économique, les droits de celles et ceux qui travaillent dans le secteur formel n'étant d'ailleurs pas toujours respectés. De surcroît, la fermeture prolongée des écoles risque d'avoir des conséquences négatives sur la poursuite de la scolarisation, notamment des filles.

<https://www.ritimo.org/De-profondes-inegalites-heritage-de-la-colonisation>